

PRESENTE PAR :

BORDEAUX
LYON
F. G.E.L.
A G.E. P
STRASBOURG

INTRODUCTION

Les débats du congrès ont souligné à l'évidence la réalité de la crise politique et organisationnelle du mouvement et dans ce cadre, ce n'est pas l'affrontement stérile de quelques leaders qui sera en mesure de résoudre une telle crise.

Aussi bien, toutes les analyses portées à l'intérieur du mouvement pour éclairantes qu'elles soient d'un secteur de notre activité ou de nos difficultés présentes ne sauraient tenir lieu d'orientation.

Il faut ajouter à cette remarque que les clivages actuels au sein de l'ancienne minorité universitaire ne sont plus à la mesure des problèmes du mouvement -ce congrès l'a amplement prouvé- et que le phénomène de polarisation qui se manifeste autour des positions de telle ou telle tendance traduit essentiellement l'incertitude où sont tenues les A. G. E. du fait de la non concordance constatée entre leur pratique réelle et l'orientation à laquelle elles adhèrent verbalement. Les difficultés rencontrées par le mouvement cette année ne tiennent certes pas à l'affrontement dans l'appareil du mouvement de deux courants aux démarches radicalement différentes, mais il deviendrait particulièrement dangereux pour l'U. N. E. F. que se perpétue la tendance à privilégier ces clivages et l'alignement sur telle ou telle tendance aux dépens de l'analyse des corps, et du développement de l'intervention syndicale.

Ainsi cette année, la difficulté générale rencontrée par le mouvement d'une part, pour définir une intervention cohérente avec l'exigence d'apporter une réponse à l'ensemble des problèmes étudiants et avec la situation politique générale marquée en particulier par l'absence de stratégie d'ensemble des syndicats, les difficultés nées de la crise de l'appareil d'autre part, se sont manifestées par l'abandon progressif de nombre de secteurs d'intervention du mouvement à mettre en relation :

- soit avec le manque de précision des types d'intervention intersyndicales possibles (culturel, social, santé, etc. .)
- soit avec les problèmes généraux de l'intervention sur le milieu.

De ce fait, l'évolution des A. G. E. et des corpos ne s'est en général opérée qu'en relation avec les débats nationaux et les crises d'appareils, aux dépens de l'exploitation systématique des possibilités d'intervention locales ou à la base. C'est pourquoi à notre avis le véritable débat d'orientation ne pourra pas avoir lieu qu'au terme d'une réflexion des A. G. E. sur l'ensemble des conditions qui fondent leur activité syndicale, au moment de déterminer les choix revendicatifs de l'U. N. E.F ;

Dans cette mesure, le débat d'orientation engagé ici serait purement utopique et abstrait s'il se résolvait par la rationalisation d'une attitude d'impuissance des A. G. E de se situer au niveau proprement théorique, par l'adoption faute de mieux d'une orientation préconisée par une tendance de l'U. N. E. F. que rien dans la pratique ne serait venue valider.

Il en demeure pas moins que nous devons également fixer, dès ce congrès, les grands axes autour desquels va s'organiser notre pratique de l'année ainsi que les limites de notre intervention syndicale,

°°

L'axe essentiel de l'action de l'U. N. E. F. ne peut être qu'une lutte contre l'industrialisation de l'Université, Ce qui passe dès maintenant d'une part d'un renforcement de l'U. N. E. F, au niveau politique et syndical, impliquant une lutte contre les tendances corporatistes qui s'y font jour, d'autre part l'élargissement de notre intervention aux syndicats enseignants-ouvriers et aux organisations de jeunesse. Limiter la réflexion et l'action de l'U.N.E.F. aux seules transformations techniques partielles des structures de l'institution universitaire, c'est enfermer les étudiants dans l'Université alors même que tout les y contraints, c'est par conséquent ouvrir la voie aux corporatisme, et ce, quels que soient les visées stratégiques, les projets politiques qui sous-tendent les transformations envisagées.

Autrement dit, notre intervention sur le problème de l'institution universitaire, les réponses nécessaires aux réalisations prévues du plan Fouchet doivent se doubler en permanence d'une intervention politique générale qui intègre l'ensemble des problèmes posés par le milieu étudiant dans son travail et hors de l'université et qui leur apportent des solutions d'ensemble rationnelles.

Nous reprenons ici les termes mêmes de la motion F. G. E. L. - A. G. E. M. P. du congrès de l'U. N. E. F, de Dijon (63)

"Le congrès de l'U, N. E. F. décide d'orienter l'action générale du mouvement dans deux directions essentielles :

- Dans l'université, la recherche de tous les moyens capables d'instaurer effectivement une activité démocratique des étudiants (groupes de travail. -- comités d'amphi - dialogues avec les professeurs sur le contenu et les méthodes d'enseignement, cogestion de l'université, resserrement des liens entre le travail productif et le travail de rentabilité différé, notamment par une politique concertée, extensive et démocratique des stages).

2 - Hors de l'université et pour tout ce qui concerne la situation sociale de l'étudiant, la recherche d'un front syndical uni intégrant l'étudiant à l'ensemble des travailleurs dans les revendications nationales fondamentales (politique de construction sociale mise en place et développement des organisations de culture, loisirs et éducation populaire, extension du champ d'application et contrôle démocratique de la sécurité sociale). La démocratisation de l'enseignement, problème de tous, doit être l'affaire de tous".

Cette ligne générale, compte tenu des progrès de la réflexion du mouvement doit s'exprimer dans l'ensemble de nos plates-formes et de nos interventions. Il n'est pas un problème étudiant qui ne doit être celui de l'U. N. E. F., mais inversement il n'appartient pas à l'U. N. E. F. seule de promouvoir des solutions. La rigueur de nos analyses comme la réalité de la conjoncture politique et la nécessité de sortir du cadre strictement étudiant pour résoudre les problèmes essentiels qui nous sont posés, sont autant de facteurs indissociables.

Ainsi par exemple les revendications structurelles partielles, qui constituent un niveau spécifique d'intervention, sont inséparables d'une revendication nationale de l'Allocation d'Etudes, des plates-formes des luttes intersyndicales sur l'ensemble des problèmes sociaux et culturels. De même, les actions de masse, éléments essentiels d'une syndicalisation du milieu ne peuvent être coupés d'un approfondissement de notre réflexion sur le système de formation.

Nous marquons ainsi les limites de ce texte, Il ne vise pas à reprendre toutes les questions posées, ni à développer une analyse exhaustive de certaines questions. Simplement a-t-il pour but de préciser le cadre dans lequel devra travailler la prochaine direction nationale, et dans lequel devra être préparée la rentrée universitaire.

. Trois éléments demeurent essentiels dans notre analyse des conditions générales de notre intervention :

- 1 – la crise de l'université,
- 2 – la perception de la crise par le milieu étudiant,
- 3- la conjoncture actuelle et la liaison de notre intervention avec celle des autres forces

- La crise de l'université

- Nature de la formation donnée et impératifs de l'économie.

La nature de la formation donnée ne peut être saisie dans la phase actuelle que comme une tentative de combiner une conception libérale de la formation et une formation mieux adaptée à l'exercice d'une profession : conception libérale que l'on peut schématiquement caractériser comme la diffusion d'un savoir « séculatif » qui tend à englober l'ensemble des phénomènes et à donner une vision synthétique du monde ; formation adaptée donnant une qualification technique en relation avec le développement des forces productives.

Ces exigences se combinent mal à l'heure actuelle, ce qui apparaît à un premier niveau dans le manque d'articulation entre les différents composants de la licence par exemple, et le manque de progressivité mais qui tend à se résoudre au niveau des structures universitaires par la tentative d'instauration de ce qu'on appelle "enseignement dualiste", pour la séparation entre une formation longue et une formation courte.

Malgré les incohérences que l'on peut mettre en évidence dans le processus d'application de cette exigence, c'est essentiellement sur la liaison de plus en plus explicite entre l'enseignement et le processus de production que l'on doit insister si l'on veut comprendre les problèmes de la structure universitaire ou de l'enseignement en général.

Par ailleurs, si le rôle de l'enseignement implique toujours une sélection sociale, actuellement cette sélection sociale tend à se rapprocher de la hiérarchie sociale que l'on rencontre au niveau de la production. (De là la possibilité d'un relatif « élargissement » du recrutement social des étudiants, cependant que sont de plus en plus précisés les niveaux d'adaptation de l'université au devenir professionnel, et que sont transformées les structures de l'université libérale en particulier quant à la spécialisation rapide d'une masse d'étudiants).

b - La technocratisation

Il serait vain de considérer que la politique actuelle du Pouvoir parvient à technocratiser l'Université : la solution rationnelle et définitive du problème est oblitérée tant par des impératifs budgétaires, politiques ou économiques que par l'inertie des structures administratives ou les réticences du corps professoral. Les contradictions mêmes des forces qui soutiennent le Pouvoir (les représentants une certaine orthodoxie libérale, face à une frange moderniste plus dynamique) en sont aussi des causes, ainsi que certains impératifs politiques, tels le budget de l'Education Nationale qui du fait de dépenses telles que la force de frappe, ne peut être un budget "National."

La politique du pouvoir réussit cependant à réduire partiellement un certain nombre de phénomènes de non rentabilité immédiate de l'Université ; c'est ce que l'on pourrait appeler l'industrialisation de l'Université.

C'est dans cette optique qu'il convient d'analyser un certain nombre de problèmes :

– le plan Fouchet, où la formation des cadres moyens n'assure aucune rentabilité à moyen et long terme.

– Le "Malthusianisme de la Recherche Scientifique, contradiction aux besoins à moyen terme, mais susceptible de résoudre d'un seul coup le double problème des restrictions budgétaires et du contrôle politique de la Recherche.

– La rémunération étudiante, au sujet de laquelle le projet gouvernemental, pour s'intégrer au projet Fouchet, n'en répond pas pour autant aux exigences d'élargissement de l'accès de l'enseignement supérieur.

Nous devons donc éviter deux erreurs graves :

– Confondre le projet de technocratisation avec le processus d'industrialisation, et confondre donc les causes ;

– Conférer un caractère « progressiste » au nom d'une rationalité supérieure à des revendications qui dénonceraient le caractère peu satisfaisant de l'industrialisation de l'Université, mais le feraient en réalité au profit d'une technocratisation véritable de l'Enseignement, ce qui se traduirait pour le syndicat d'ailleurs, par une intervention corporatiste de type moderniste.

c - Les forces en présence à l'Université

On peut schématiquement dire qu'elles sont aujourd'hui au nombre de trois, (entre le milieu étudiant et son organisation syndicale) et que chacune présente ses propres contradictions :

1) L'Etat qui doit assumer deux objectifs contradictoires ;

- d'une part, le développement de l'Université en fonction des exigences propres à une économie en expansion de type néo-capitaliste.

- d'autre part, le maintien de choix économiques et politiques qui vient à entériner la politique du profit (aujourd'hui à travers le plan de stabilisation), ou une politique internationale (cf. force de frappe) indépendamment de leurs conséquences socio-économiques.

Il apparaît en particulier impossible que le régime puisse se donner les moyens nécessaires pour mener à bien ses propres projets dans leur intégralité et la nécessité d'un compromis apparaît, compromis dont le résultat évident est la mise à nu des incohérences du gouvernement.

2) L'administration, reste caractérisée selon les cas par son conservatisme (et, à notre niveau c'est l'Université Libérale) ou par ses tendances technocratiques et sa volonté de rationalisation. Dans l'état actuel des choses, l'administration n'a d'autre ambition que de résoudre la crise de l'Université au double niveau des .moyens (d'où divergence avec l'Etat) et de la rationalisation de l'institution universitaire dans une perspective qui peut être selon les cas de technocratisation ou d'industrialisation, à moins que ce .ne soit tout simplement d'aménagement du désordre établi.

3) Quant au corps enseignant, il reste prisonnier de son inertie et de sa conception de l'Université. Il peut se caractériser si l'on s'en tient à sa pratique, soit par son conservatisme (c'est une position que traduit assez bien le syndicat autonome), soit par une certaine tendance au modernisme, tendance qui se développe dans les secteurs de formation ou de recherche en rapport étroit avec le développement actuel des sciences et des techniques (Fac.de sciences en Instituts scientifiques). La publication du Plan Fouchet et la réaction des syndicats enseignants laissent subsister de graves ambiguïtés quant au rôle de ceux-ci dans la lutte que nous voudrions engager (bien que le, dernier Congrès du S. N. E. Sup, ait marqué une évolution nette, à cet égard encourageante).

PERCEPTION DE LA CRISE PAR LE MILIEU ETUDIANT

La crise de l'Université trouve un écho dans le milieu étudiant, non seulement parce que celui-ci rencontre dans sa pratique un certain nombre d'obstacles inhérents à la crise, mais encore parce que la fonction donnée à l'Université par le système et aux modifications qu'il lui fait subir, correspond à la place faite aux étudiants par ce même système.

On peut appréhender certains thèmes autour desquels s'organise la saisie de cette crise par le milieu étudiant. Il est devenu classique de parler de la distorsion existante entre l'enseignement dispensé et l'avenir professionnel ; il convient d'appréhender plus précisément ce qu'elle recouvre. Elle ne saurait au niveau de la prise de conscience du milieu se ramener à la saisie précise par celui-ci du décalage entre le savoir qui lui est transmis et un avenir professionnel déterminé vue sous un angle uniquement technique.

Ce que l'étudiant ressent, c'est bien plutôt un avenir social dont il n'a qu'une idée peu spécifiée, influencée par celui que paraît lui promettre l'Université. C'est justement de cette inadéquation entre le statut socio-professionnel ou tout au moins l'image que l'étudiant s'en était faite à travers les apparentes finalités du système de formation, et son avenir réel qui est un des premiers ferments d'ouverture de crise.

Parallèlement à cette mise en question du rôle de l'Université, se profile également le démenti apporté par la réalité sociale au système de valeur transmis par l'Université, tant par ses méthodes qu'à travers le contenu de son enseignement que par le prestige accordé à ce dernier.

Si l'étudiant s'interroge ainsi face au devenir de l'institution universitaire, c'est en se référant à sa propre situation, situation qu'il imagine devant être la sienne plus tard ou bien lorsqu'il y est confronté à un moment historique donné (ex. rôle de l'intellectuel et guerre d'Algérie) et non en cherchant à élucider par une démarche purement désintéressée ce devenir.

Simultanément, il se heurte à une autre contradiction, celle qui confronte la réalité même de son statut actuel, caractérisé par une relative paupérisation, le manque d'indépendance, la nécessité pour assumer son projet d'être étudiant de recourir à l'assistance soit de la famille, soit de l'Etat, et la promotion que paraît devoir être normalement l'accès à l'Université. Mais les composantes réelles de ce statut, conséquence du rapport de force dans lequel il s'est inséré, ne lui apparaissent que médiées par l'idéologie à laquelle il est soumis, et il ne saurait en rendre compte que d'une manière partielle et déformée, par exemple comme perte de certains privilèges, ou bien encore en se méprenant sur la nature réelle des obstacles auxquels il se heurte : ex : cristallisation sur l'opposition professeurs-étudiants masquant l'opposition réelle avec l'administration et à travers elle, le pouvoir.

Par ailleurs, la conscience de l'évolution technocratique de l'Université n'apparaît que confusément, elle n'est pas saisie comme un facteur déterminant de la situation universitaire, dont l'image traditionnelle prédomine et sur laquelle se focalisent les critiques. Il y a dénonciation des incohérences, mais leur valeur de symptôme d'une situation déterminée est barrée par l'impossibilité de rendre compte du principe même qui au centre du système, est producteur de la crise.

La perception de cette crise se traduit plus comme un malaise que comme une mise en cause directe des composantes de celle-ci, et c'est justement à l'organisation syndicale de donner son plein sens à ce qui ne saurait être autrement que des explosions de mécontentement vite découragées par la répression et l'indifférence gouvernementale.

L'analyse de l'Université nous amène à ne pas ignorer la détermination idéologique qui pèse tant sur le contenu que sur les méthodes (cf. relations d'autorité dans le système général d'éducation).

Ceci posé, il est essentiel que le syndicat, dans les rapports qu'il développe avec le milieu, c'est-à-dire dans les interventions qu'il est amené à proposer, dans la pratique qu'il développe, intègre dans ses propositions la perception qu'a le milieu de ses propres contradictions.

Quand bien même, l'essentiel des contradictions de l'Université réside surtout au niveau du contenu même de l'enseignement, celui-ci est perçu par les étudiants à travers la médiation de la relation pédagogique qui ne saurait être uniquement un problème technique, mais aussi idéologique.

Ainsi, toute intervention sur le contenu ne saurait qu'être idéologique si elle ne passait pas par une redéfinition de la relation pédagogique, mettant effectivement l'étudiant en situation critique face à son enseignement.

D'une manière générale, le type d'attitude proposé à l'étudiant au niveau de l'enseignement (méthodes - contenu - structures) renvoie assez parfaitement au type d'attitude qui lui sont proposées au niveau culturel, économique, etc...

Ceci appelle quant à l'intervention du syndicat deux types de remarques :

- que l'intervention syndicale ne saurait se suffire d'une référence explicite un maximum de scientificité : nécessaire, celle-ci ne nous assure pas en effet, vu la nature des déterminations qui pèsent sur l'Université en particulier la prégnance idéologique, de l'évidence pour le milieu de la signification politique de notre intervention. A cette critique externe de la démarche qui limitait le champ d'intervention du syndicat à « l'institution universitaire », il convient de rajouter la critique interne, qui mette en évidence ses limites et des dangers. En effet, la critique de l'enseignement, dans son contenu et ses structures, en fonction de deux exigences, l'adéquation au devenir professionnel et la scientificité (critique épistémologique) pose trois séries de problèmes, vu la situation du mouvement :

1) Le manque de capacité des militants, la commission universitaire du congrès en fait foi, à entreprendre présentement une telle critique. Dès lors, il devient évident que la démarche sera rapidement occultée par les erreurs d'analyses et qu'elle ne réussira pas à dégager des points d'impact signifiants sur lesquels notre intervention réussirait à mettre en lumière aux yeux du milieu étudiant, des contradictions de l'institution universitaire qui permettraient au milieu de saisir la nature profonde de la crise de l'Université.

2) Plus gravement encore, la rationalisation de l'institution universitaire ainsi entreprise n'est pas exempte d'ambiguïtés politiques dangereuses, qui tiennent à sa nature même. Cette critique essentiellement d'ordre technique n'a pas de sens politique en soi, elle ne prend une signification que par l'intervention générale du syndicat dans laquelle elle doit s'insérer. Elle représente implicitement un pari sur la signification politique de la technique, alors qu'il nous semble, quant à nous, que certains exemples sont suffisamment éloquents à cet égard, en ce qu'ils montrent la capacité du régime à reprendre à son compte une pareille critique.

3) Enfin, le manque de réflexion théorique sur l'ensemble des problèmes de division du travail, restreint considérablement nos possibilités d'intervention quant aux problèmes posés par le devenir professionnel, et nous semble constituer un préalable sérieux, dans un certain nombre de disciplines, une intervention syndicale cohérente.

Sans rappeler ici toutes les conditions générales dans lesquelles s'inscrit l'intervention syndicale, en particulier l'analyse du milieu étudiant, et ses possibilités d'appréhender une démarche syndicale qui se fonde sur la possibilité d'expliquer le "malaise", sa seule expression spontanée, la pratique universitaire du mouvement ne prend de sens que si elle s'insère dans une intervention mettant à jour l'ensemble des conditionnements qui pèsent sur le milieu, et seule à même de la libérer de ses ambiguïtés politiques.

A cette critique générale de toute démarche syndicale qui se limiterait à la seule exigence de scientificité quant au contenu et aux structures du syndicat s'ajoute une seconde remarque, conséquence de nos analyses du milieu.

La pratique du mouvement ne peut prendre de sens que si elle s'insère dans une intervention mettant à jour l'ensemble ces conditionnements qui pèsent sur le milieu, et seule, à même de la libérer de toute ambiguïté politique.

- Que l'intervention syndicale peut se développer dans les secteurs externes à l'institution universitaire stricto sensu et effectivement le statut étudiant trouve une composante (pratique sociale - pratique culturelle - pratique économique de l'étudiant, etc...)

En ce sens, l'intervention syndicale peut se développer dans les secteurs externes à l'institution universitaire, secteurs où le statut étudiant trouve une composante (pratique sociale - pratique culturelle - pratique économique de l'étudiant, etc...)

Le milieu ne nous apparaît pas ainsi comme l'instrument de la résolution d'un certain nombre de contradictions relatives à l'institution mais comme partie prenante de la démarche syndicale comme une préoccupation essentielle de l'intervention syndicale.

CONJONCTURE ACTUELLE ET LIAISON DE NOTRE INTERVENTION

SYNDICALE AVEC L'ACTION DES FORCES DEMOCRATIQUES, SYNDICAT

EN MOUVEMENT DE JEUNESSE.

Le débat d'orientation générale du Congrès, comme les interventions des A.G. E. en commission, ont suffisamment montré que la conjoncture générale, au sein de laquelle se développera cette année l'action du mouvement, sera particulièrement difficile. Les conditions qui tiennent à la politique économique, qu'en matière de réforme de l'institution universitaire, et du processus de formation, le durcissement tendanciel de l'aile technocratique au sein des classes dirigeantes, comme les réponses qu'y apporteront ou tenteront d'y apporter les forces démocratiques et les organisations qui se réclament de la classe ouvrière, connaîtront tout au long de l'année, une action syndicale dont nous savons déjà qu'elle ne peut avoir pour objet unique le champ clos de l'Université.

Une intervention syndicale qui viserait en effet à réintégrer dans notre projet général comme dans l'analyse que nous faisons de la situation actuelle du milieu (et les éléments qui le constituent en tant que tel) l'ensemble des contradictions qui sont celles du système économique actuel des idéologies qui se partagent et des mythes

qu'il secrète, et non seulement les contradictions directement perçues à travers la pratique universitaire -(structures, méthodes, contenu) peut se trouver en rapport direct avec un certain nombre d'évènements politiques au sens étroit du terme, ou de modification de la conjoncture. Et si la nécessité d'une action commune des étudiants et d'autres secteurs de la population sur des questions clés du devenir socio-économique (comme, par exemple, le processus, de formation, mais aussi l'intervention dans le domaine culturel, etc...) nous paraît toujours nécessaire, il est bon de savoir ce qui risque de l'occulter, et ce qui peut, au contraire, lui donner ses chances de plein développement.

Ne nous dissimulons pas tout d'abord les difficultés de la prochaine rentrée. Les problèmes que pose aux forces démocratiques la prochaine rentrée électorale, si nous la mettons en rapport avec les dysfonctionnements qu'à déjà provoqué, à l'égard de notre projet unitaire, l'échéance déjà relativement moins importante des Municipales ; risquent de peser très lourdement sur les possibilités d'intervention et de limiter la marge de manoeuvre du syndicat. Il est difficile de voir dès maintenant quelle sera l'ampleur de ces difficultés. Soyons sûrs toutefois que le mouvement étudiant avec tout ce qu'il représente, pour le milieu, sur le plan de l'engagement idéologique subira le contre coup immédiat des déchirements électoralistes de ses alliés traditionnels. De même, le durcissement du pouvoir, dans une période où il lui sera impérativement nécessaire de conserver et d'élargir son audience, impose au mouvement une attitude qui ne peut se traduire par un combat solitaire sur des thèmes qui en tout cas, s'ils peuvent être appréhendés par une partie du milieu, ne le seraient pas, ou le seraient d'une façon très incomplète et mystifiées par l'opinion dans son ensemble.

Il semble en fait, qu'en ce qui nous concerne, les pseudo solutions apportées par le plan Fouchet aux problèmes de l'enseignement supérieur, si insuffisantes soient-elles sur le plan de la rationalité et de la cohérence interne, ne puissent être efficacement contestées par d'autres forces sur le même plan -les forces qui nous sont proches n'étant pas résolues à dépasser les contradictions de la technocratie par le passage à un plan supérieur de rationalité - mais au contraire, à travers le mouvement revendicatif que semblent devoir développer les syndicats ouvriers et enseignants à la rentrée prochaine, en liaison avec les conséquences de plus en plus directement perçues du plan de stabilisation et des accords européens (comme d'ailleurs avec la prise de conscience de plus en plus nette de l'aggravation des disparités régionales dans le Marché Commun).

C'est sans doute, en liant étroitement, à ces différentes préoccupations les problèmes qui sont les nôtres -ce qui paraît assez évident dès lors que nous acceptons l'explicitation que donne le Manifeste du contenu social et économique du plan Fouchet, et dès lors également que nous admettons que nous admettons que l'enseignement supérieur ne peut être dans la situation actuelle ; la préoccupation unique et le lieu d'intervention privilégiée des forces démocratiques nous pourrions affronter dans les meilleures conditions sur le plan des relations extérieures, cette difficile rentrée....

Reste qu'un certain nombre de possibilités, et non négligeables par l'impact qu'elles peuvent avoir tant sur le milieu que sur l'opinion sont actuellement ouvertes au mouvement. Il est clair en particulier -et les mandats de congrès sont précis à cet égard- que le travail entrepris avec les mouvements de jeunesse et les syndicats sur les différents problèmes de statut du jeune, de la formation professionnelle dans son ensemble, les diverses solutions à apporter à la question du salaire d'apprentissage comme l'accord qui semble se dégager sur la question de l'Allocation d'études (et l'attitude du S.N.E est à cet égard suffisamment significative) doit être poursuivi et développé jusqu'à l'action commune. C'est là un but qui se trouve être la fois conforme aux possibilités réelles du mouvement et aux nécessités actuelles du milieu. Il ne suffit pas d'affirmer que l'on veut sortir -ou aider le milieu à sortir du "ghetto de l'Université". Encore faut-il que la direction nationale pour ce qui dépend d'elle, et les A.G.E. au niveau local, en aient la volonté et l'initiative. C'est au niveau d'une action nationale sur les problèmes de la rémunération étudiante que de telles expériences peuvent et doivent être réintégrées.